

COLLÈGE
DE FRANCE
— 1530 —

Chaire Innovation technologique
Liliane Bettencourt 2021-2022
Énergie solaire photovoltaïque et transition énergétique
Daniel Lincot



Fondation
Bettencourt
Schueller

Reconnue d'utilité publique depuis 1987

Enjeux et potentiels pour les collectifs citoyens

Andreas RÜDINGER
Chercheur associé - IDDRI

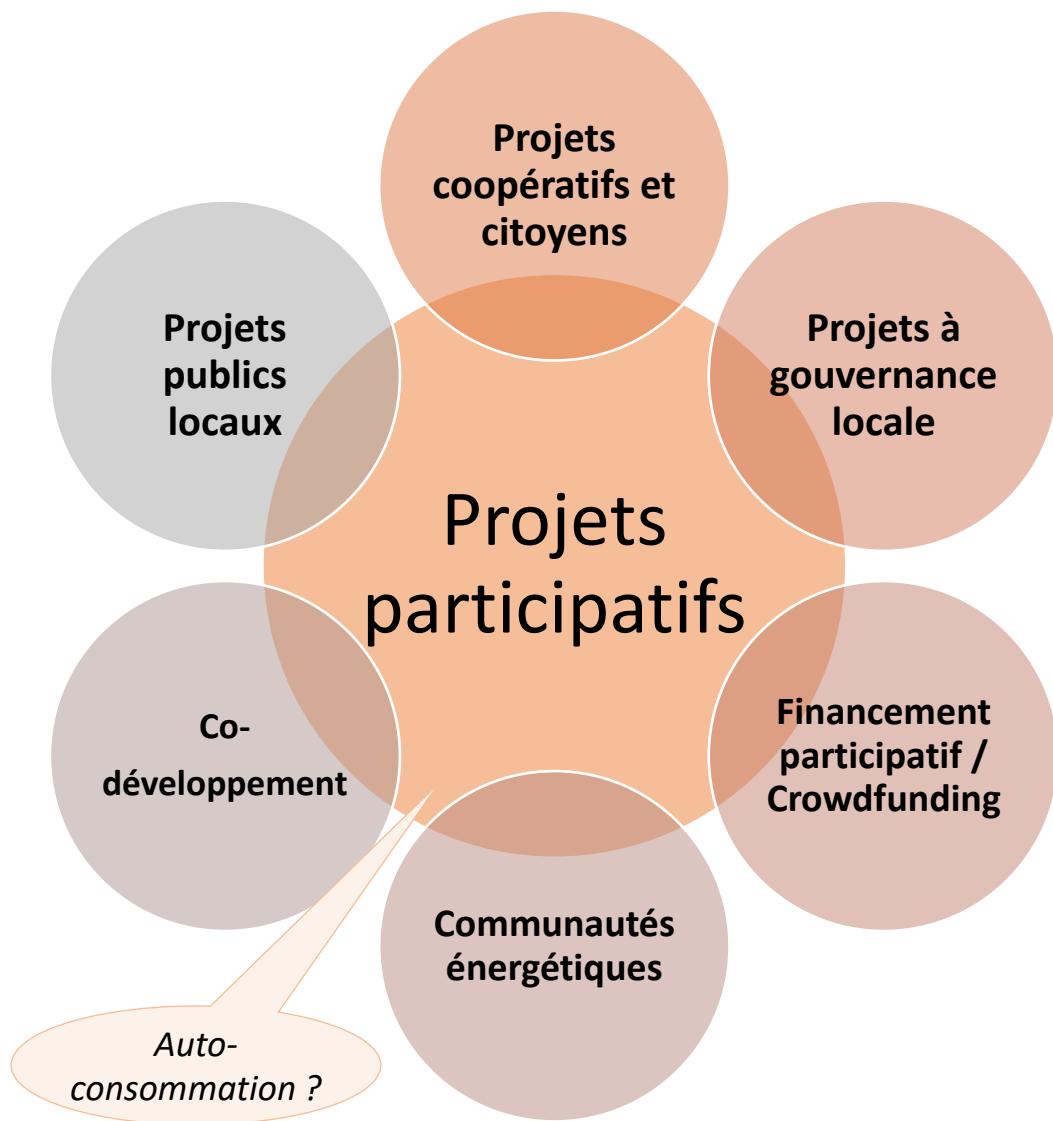
IDDRI

COLLOQUE — 21 avril 2022

**Énergie solaire
et société**



De quoi est-ce qu'on parle ? Une galaxie de projets dits « participatifs »



- Quels acteurs participent au projet ?
- Sous quelles formes (financement, gouvernance, autre) ?
- A partir de quel moment et sur quelle durée ?
- Dans quel périmètre géographique ?
- A quel type de projet ?
- Quels droits et responsabilités associés à cette participation ?
- Qui maîtrise le projet ?
- Quel type de gouvernance / coopération entre les acteurs ?
- Quelles attentes vis-à-vis de cette participation (valeur ajoutée) ?



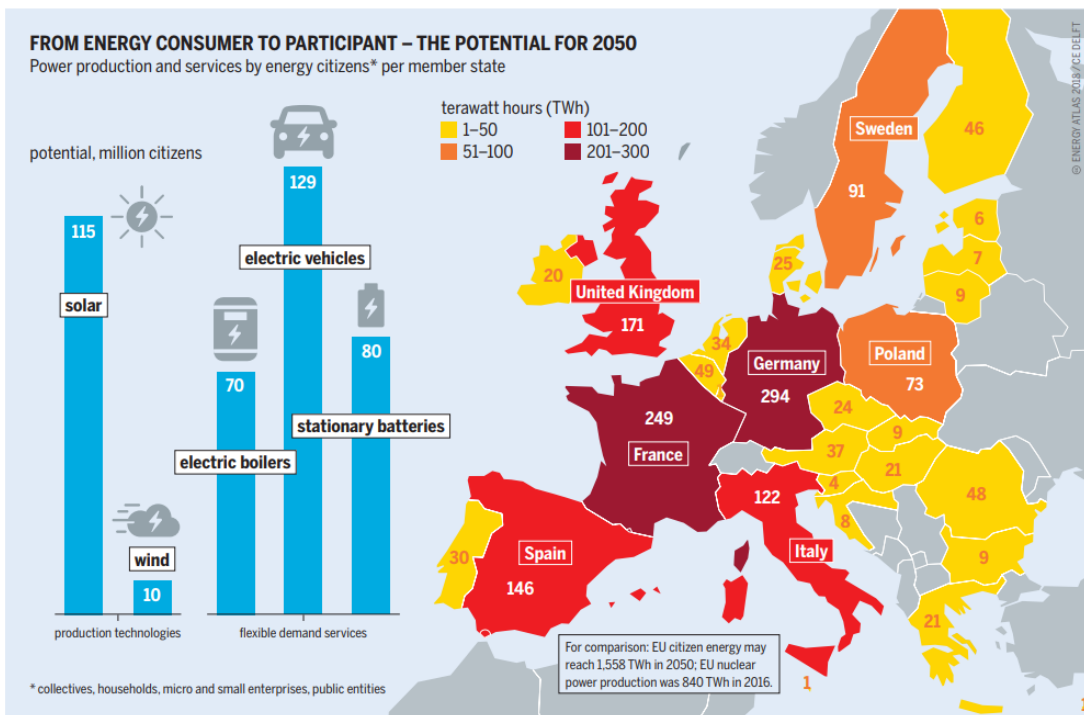
Pourquoi ? - Attentes et bénéfices



- Demande croissante des citoyens et collectivités en matière d'implication et de maîtrise des projets sur leur territoire
- **Une diversité de bénéfices attendues, variables en fonction des acteurs et types de projets**
- Une validation empirique souvent difficile
- **Approche utilitariste ou normative : un moyen ou une fin en soi ?**
- Incertitudes : un projet « exemplaire » en matière de co-construction ne garantit pas l'absence d'opposition



Quel potentiel ? Une question délicate



Source : CE Delft 2016

Allemagne : 50 % des capacités ENR électriques en possession des citoyens (31%), agriculteurs (11 %) et collectivités

Pays-Bas : objectif de 50 % de nouvelles capacités ENR en possession des acteurs locaux d'ici 2030

- Potentiel « politique », « sociétal », technique, économique ?
- En ciblant quels types de projets ?
- La moitié des ménages européens (113 millions) pourraient produire de l'énergie individuellement ou en collectif
- **83 % des ménages pourraient devenir des « citoyens énergétiques »** en contribuant à la production, au stockage ou à la flexibilité de la demande
- **Aucune étude de « potentiel » pour la France mais un objectif : 1000 nouveaux projets à gouvernance locale d'ici 2028**



Merci pour votre attention !

IDDRI

SciencesPo

Les projets participatifs et citoyens d'énergies renouvelables en France Etat des lieux et recommandations

Andreas Rüdinger (Métro)

Fondée sur une implication directe des citoyens et des collectivités locales dans le financement et/ou la gouvernance, les projets participatifs et citoyens constituent un levier essentiel pour favoriser l'ancrage et l'acceptation des projets d'énergies renouvelables, et de la transition énergétique dans son ensemble. L'objectif de ces modèles innovants a récemment été reconnu par la directive européenne pour les énergies renouvelables, encourageant les États membres à favoriser leur développement et à élaborer des « stratégies nationales » en faveur des communautés d'énergies renouvelables.

MESSAGES CLÉS

Les motivations des citoyens en matière d'implication dans les projets sont diverses, de la volonté de jouer leur rôle dans la gestion collective d'un projet local. La diversité de modèles participatifs constitue donc une richesse pour répondre à ces attentes. Il s'agit notamment d'élaborer des modèles différenciés les approches focalisées sur la seule participation financière et celles visant à impliquer durablement les acteurs locaux dans la gouvernance d'un projet. Tout en poursuivant des finalités similaires, leurs fonctionnements, bénéfices et contraintes restent différents.

En raison de ces spécificités, il s'avère difficile de standardiser l'ensemble de ces modèles participatifs au travers d'un seul instrument juridique, en l'occurrence le statut participatif. Ce dispositif a largement contribué à l'essor du financement participatif des projets depuis 2016. Mais l'évolution des modèles introduite en 2018 pour favoriser l'essor d'un modèle dynamique, sans pour autant faciliter la participation des citoyens aux appels d'offres.

La simplification du statut participatif semble ainsi essentielle pour préserver le rôle pionnier de la France sur le financement participatif des ENR. En parallèle, il importe de saisir les opportunités ouvertes par la nouvelle directive ENR de 2018 pour soutenir le développement des communautés d'énergies renouvelables dans les territoires, en la préservation des mécanismes de soutien en vigueur ouverts à court terme et en introduction de règles préférentielles pour favoriser leur participation aux appels d'offres à moyen terme.

Pour répondre à ces enjeux, l'élaboration d'une stratégie nationale en faveur des ENR participatifs semble indispensable, afin de clarifier les rôles et objectifs respectifs pour le crowdfunding et les projets citoyens à moyen terme, tout en valorisant leur complémentarité en matière d'apport de financement.

Etude IDDRI 2019

Article de blog (02/2022) :
« Énergie citoyenne : une ambition politique forte, qui exigera des moyens supplémentaires »

IDDRI

www.iddri.org

Andreas Rüdinger
andreas.rudinger@iddri.org



MTE (2021) : « 10 mesures clés pour l'énergie citoyenne »